

## Mantes la Jolie

### Conseil municipal du 7 septembre 2009.

#### **Délibération numéro 2: "sécurisation des écoles".**

"Monsieur le maire, j'émettrais 3 commentaires différenciés.

1. **Sur les besoins.** Ils sont évidents - et devant toutes les écoles de Mantas la Jolie. Je ne suis pas certain qu'il s'agisse avant tout de "réguler le comportement des parents aux abords des écoles ", selon votre formule extrêmement culpabilisante pour ces derniers.  
Ce que je sais, c'est qu'il y a un besoin de protection de nos enfants et de lien social - enseignants - parents - enfants. C'est la raison pour laquelle je me suis toujours opposé aux fermetures d'écoles que vous avez orchestrées ces dernières années.  
C'est aussi d'ailleurs la raison pour laquelle je suis dernièrement intervenu en faveur des parents de l'école Jean-Jacques Rousseau qui réclamaient une présence devant leur école aux 4 créneaux d'entrées et de sorties - ce que vous leur aviez refusé.  
A mon avis, le besoin existe donc bel et bien et il faut y répondre. Cette délibération semble aller dans le bon sens.
2. **La réponse est-elle adaptée aux besoins?** Je suis nettement plus mitigé. Différencier ainsi les dispositifs selon qu'il s'agisse du Val-Fourré ou des autres quartiers me semble plus que contestable. Tous nos enfants méritent la même qualité de services et le dispositif dont il est question ici dérive très nettement vers du communautarisme.  
Je ne crois pas que cela soit de bonne politique.
3. De surcroît, l'association "Val-Services", en tant qu'association d'insertion, et **l'opacité de sa gestion** me posent problèmes.

D'abord, parce que Val-Services est tellement "mise à toutes les sauces", si je puis dire, qu'elle échappe à sa mission première. Il ne s'agit plus d'insérer mais de remplacer des fonctions pérennes par d'autres services, à bas coût, à coup d'emplois subventionnés par la puissance publique. Au bout du compte, elle contribue à casser les emplois dont ce quartier même a tant besoin.

Ensuite, il s'agit, bien évidemment, de l'opacité de la gestion de cette association - jamais bien clarifiée depuis plusieurs années suite à la procédure judiciaire dont elle a fait l'objet. Pour rappel, les élus avaient alors appris que les comptes de cette association n'avaient pas été présentés à la Ville depuis des années, malgré un financement important - public, municipal - se montant à plusieurs centaines de milliers d'euros.

En question subsidiaire d'ailleurs, je serai favorable à ce que toutes les cartes soient mises sur la table vis-à-vis de cette association et que les élus - tous les élus, même ceux de l'opposition - soient clairement informés.

C'est la raison pour laquelle je ne m'opposerai pas à la sécurisation proposée mais il n'est évidemment pas question non plus que je soutienne les dispositifs - discriminatoires - proposés. Je m'abstiendrai donc."